

# ANTICAPITALISTES!

Mensuel du NPA Révolutionnaires de Gironde

## Macron-Barnier-Retailleau-Le Pen au service de la dictature du Capital



**Construisons notre  
unité démocratique pour  
changer le monde**

*Martinique, sept. 2024*

**Contre la guerre d'Israël aux Palestiniens  
et aux populations du Moyen-Orient**

**La paix des travailleur·es et des peuples,  
la coopération et la solidarité internationalistes !**

**(Page 14)**

## A propos du NPA-Révolutionnaires

Un accord entre les deux parties du NPA issues de la scission du congrès de décembre 2022 a acté que chacune d'entre elles conserverait le nom de NPA suivi du titre de son journal national, NPA l'Anticapitaliste et NPA Révolutionnaires.

Lors de ce congrès, l'ancienne direction, avec ses porte-parole Philippe Poutou et Olivier Besancenot, a fait le choix irresponsable d'organiser cette scission, excluant de fait près de la moitié de l'organisation qui combattait sa politique d'alliance avec la NUPES.

Cette scission affaiblit l'ensemble de l'extrême-gauche au moment où le regroupement de toutes les forces révolutionnaires et de toutes celles et ceux qui veulent changer le monde s'impose comme une évidence et une nécessité.

Comme nous l'avons écrit dans notre Déclaration adoptée au Congrès : « *Au moment où se profilent les périls réels de militarisation et de durcissement autoritaire des régimes contre les classes populaires, mais où des réactions et capacités d'affirmation se présentent pour notre classe un peu partout dans le monde, il est temps de faire vivre dans les faits un pôle révolutionnaire. De regrouper ces forces, minoritaires mais bien réelles, qui militent pour le renversement révolutionnaire du système. Un système capitaliste qui accumule les preuves de sa faillite à satisfaire les besoins de l'humanité, alors qu'aujourd'hui, parmi les huit milliards d'individus, une majorité est maintenue au bord de la survie. Nous nous adressons à toutes les travailleuses et travailleurs, aux jeunes et moins jeunes, révoltés par le système d'exploitation capitaliste et son cortège de misère, de guerres et d'oppressions : rejoignez-nous pour son renversement et portons tous ensemble sur le devant de la scène l'actualité et l'urgence de la révolution !* »

La revue *Anticapitalistes !* du NPA 33 devient celle du NPA Révolutionnaires 33 et s'inscrit dans cette perspective de continuer le NPA, de le refonder autour de son projet initial de rassemblement démocratique des anticapitalistes et révolutionnaires.

## SOMMAIRE

<b>Edito</b>	<b>p.3</b>
<b>On s'organise</b>	<b>p.4-5</b>
• L'AG des AGs... on se regroupe, on discute, on s'organise	
• Le Collectif des Fauchés Solidaires fait sa contre propagande	
• Le 19 septembre à l'appel de l'AG féministe...	
<b>Dans la santé</b>	<b>p.6-8</b>
• Vétusté du CHU de Bordeaux... et du système de santé	
• Ehpad : personnes âgées dépendantes et salariées paient le prix fort	
• Groupe Bordeaux Nord : déficit historique !	
• Ehpad Notre Dame de Bonne Espérance Non au licenciement de la déléguée CGT	
<b>Nos vies, pas leurs profits</b>	<b>p.9-10</b>
• La chasse aux arrêts maladie est (re)ouverte !	
• Mondelez - trop d'arrêts maladie ?	
• Stéris le Haillan, en grève contre les licenciements	
• Interview de Willy Dhellemmes, militant syndical à La Poste	
<b>Dans l'éducation</b>	<b>p.11</b>
• Une rentrée sous le signe de la continuité...	
• Lycées pro : Casse du bac, précarité et salaires gelés	
<b>Féminisme</b>	<b>p.12</b>
• Le courage de Gisèle Pélicot nous oblige	
<b>Leur société</b>	<b>p.12</b>
• Liquidations et faillites en cascade	
• « Ne sacrifions pas les apprentis sur l'autel des économies ! »	
<b>Internationalisme</b>	<b>p.13-14</b>
• Solidarité internationaliste avec la lutte du peuple kanak !	
• Non à l'expulsion du président de la mosquée de Pessac !	
• Contre la guerre d'Israël aux Palestiniens et aux populations du Moyen-Orient...	
• Solidarité avec Georges Ibrahim Abdallah	
<b>A Lire</b>	<b>p.15</b>
• <i>L'insoumise de Gaza</i> de Asmaa Alghoul et Sélim Nassib	
• <i>Boire la mer à Gaza</i> de Amira Hass	

EN 2024,  
LA SOUSCRIPTION  
CONTINUE !

**OBJECTIF 300 000€  
AU 1<sup>ER</sup> JUIN !**

>>> PAIEMENT EN CHÈQUE OU EN LIGNE :  
[npa-revolutionnaires.org/souscription](http://npa-revolutionnaires.org/souscription)

>>> POUR PLUS D'INFORMATIONS :  
[souscription@npa-revolutionnaires.org](mailto:souscription@npa-revolutionnaires.org)

**Rendez-vous sur le site national du NPA Révolutionnaires :**  
<https://npa-revolutionnaires.org>

## ANTICAPITALISTES !

CPA : 1014 P 11511 - ISSN : 2430-4867

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 39 rue de Navarre - 33000 BORDEAUX - 07 83 64 43 49

Imprimerie : Copy Média - Parc d'activité du Courneau -23, Av. de Guitayne - 33610 CANEJAN

## Abonnez-vous

à **ANTICAPITALISTES !**

le mensuel du NPA Révolutionnaires 33

Tarifs abonnement : 20 € (10 n° auprès des comités)  
25 € (10 n° + frais d'envoi postal)  
30 € (10 n°, «soutien» avec envoi postal)

Paiement par chèque à l'ordre de Daniel Minvielle,  
en précisant Nom, prénom, e-mail et adresse postale.

# Macron-Barnier-Retailleau-Le Pen au service de la dictature du Capital, Construisons notre unité démocratique pour changer le monde

Barnier a donc fait appel à la droite extrême la plus réactionnaire pour servir un capitalisme toujours plus brutal. Le ministre de l'Économie, qui avait eu la velléité de refuser de travailler avec les députés du RN pour préparer le budget, l'estimant « *non républicain* », a été vertement recadré par Barnier qui s'est empressé d'appeler Le Pen pour s'excuser... La porte-parole des députés RN a réagi « *Il semblerait que certains n'aient pas encore totalement compris dans quel nouveau monde nous vivons. Nous allons vous l'enseigner* ».

Le gouvernement de l'union des droites sous surveillance du RN met en œuvre sa politique. Retailleau multiplie les phrases-choc appelant à « *rétablir l'ordre* » opposant « *le modèle républicain* » à une « *société multiculturelle* ». Instrumentalisant la mort atroce de Philippine, il déverse la haine de l'étranger et reprend la demande du RN d'un référendum sur l'immigration, appelée à « *renverser la table* ». « *On ne peut plus accepter de se protéger derrière des règles de droit qui ne protègent pas notre population. Quand les règles sont défaillantes, il faut les changer, que ce soit sur les libérations anticipées, la réponse pénale, les remises de peine, la durée de rétention, les conditions d'expulsion, l'appel non suspensif des préfets au moment de la libération dans un CRA* »... Des « *mots réjouissants* » s'est félicitée Marion Maréchal.

## Ils ruinent la société pour engraisser les groupes capitalistes

Le gouvernement et l'ensemble du personnel politique de la bourgeoisie font campagne sur les déficits publics, insoutenables d'après eux. Barnier a même fait semblant de vouloir augmenter les impôts des riches et des entreprises ou de réduire leurs exonérations, mais c'est la réduction des budgets des services publics, de la Sécurité sociale et des collectivités territoriales qui est en préparation. Et la démagogie redouble contre les prestations sociales, les arrêts maladie, le chômage. Derrière les simagrées des uns et des autres, ils n'ont tous qu'un objectif, consacrer l'argent public à subventionner les groupes capitalistes, 150 milliards d'euros par an alors que les licenciements se multiplient, que les salaires stagnent, que la pauvreté augmente.

## Impuissance de la gauche parlementaire et syndicale

Le gouvernement, en sursis et sans majorité, n'est fort que de l'impuissance de la gauche parlementaire et syndicale. Le pouvoir de la bourgeoisie est mis à nu. Leur prétendue « *démocratie* », c'est le gouvernement du capital, une politique de régression sociale, la répression des droits des peuples comme en Kanaky, en Martinique, en Guadeloupe, la répression policière et antisyndicale, le soutien à la guerre d'Israël au Moyen-Orient, de l'Otan en Ukraine.

La gauche parlementaire, les directions syndicales, ne remettent pas en cause le système lui-même, la propriété capitaliste ni l'État dont la fonction est de servir les intérêts des grands groupes capitalistes. Les directions syndicales craignent l'affrontement et aspirent au contraire à être reconnues comme des « *partenaires sociaux* », allant sagement « *discuter* » avec Barnier... Comme si elles pouvaient ainsi faire autre chose qu'entériner les reculs des droits sociaux et démocratiques !

## Construire notre force, unie, démocratique pour préparer l'affrontement

Ce n'est pas l'argent qui manque, les dividendes ont encore explosé cette année mais la logique de leur système en faillite ne peut qu'intensifier l'exploitation, la violence et porter au pouvoir des forces de plus en plus réactionnaires. Il ne peut y avoir d'issue que par la prise de contrôle de la société, l'expropriation de la finance et des grandes entreprises par les travailleurs et la population pour réorganiser la production en fonction des besoins de toutes et tous !

Nous sommes nombreux-ses à ressentir le besoin de liens démocratiques, de discuter d'une politique du monde du travail, de la jeunesse, des femmes, indépendante de la gauche institutionnelle pour préparer les combats à venir, changer la société.

*Nous vous invitons à venir en discuter à notre fête  
le 26 octobre prochain !*

# L'AG des AGs... on se regroupe, on discute, on s'organise

La troisième AG des AGs s'est tenue le 10 septembre à la Chiffonne Rit, avec une cinquantaine de participant·es de toutes générations, organisé·es ou non. L'AG des AGs est née le 9 juillet, au lendemain des législatives, en réponse à l'AG féministe qui avait appelé tous les collectifs, Ags interpros et toutes celles qui le souhaitaient, à ne pas laisser sans suite le mouvement qui nous a toutes mobilisé·es, d'une façon ou d'une autre, contre l'arrivée au pouvoir de l'extrême-droite.

Nous n'étions pas loin de 150 à la première AG des AGs, venant de tous horizons, jeunes, chômeur·ses, salarié·es. Et même si certain·es avaient fait campagne pour le NFP aux législatives, nous étions toutes convaincues que notre avenir ne se joue pas dans le cadre des institutions parlementaires ou du dialogue social mais dépend de nous, de notre organisation démocratique et indépendante pour nous préparer aux affrontements sociaux à venir.

Nous y discutons de comment poursuivre le combat contre l'extrême-droite, contre Macron et tout le bloc

réactionnaire et leurs idées, comment répondre aux attaques sociales et être acteurs et actrices de la transformation du monde pour en finir avec le capitalisme. Beaucoup de discussions portent sur l'articulation entre le local et le global, entre tous nos engagements qui sont multiples, depuis l'ouverture et l'accompagnement de squats, les mairaudes, les actions de solidarité locales jusqu'à l'engagement syndical ou politique. Nous regrouper, discuter, nous organiser dans un cadre démocratique, de respect des différences dans le même objectif de prendre nous-mêmes nos affaires en main est un encouragement à s'engager alors que beaucoup partagent la même défiance vis-à-vis des organisations et des partis institutionnels intégrés au système.

L'AG des AGs a voté la participation à la manifestation du 19 septembre, appelée par l'AG féministe, contre le gouvernement Macron-Barnier-Le Pen, en toute indépendance de ces partis institutionnels, qu'elle a terminée par une vente solidaire de wraps en fin de manif au profit d'associations, une occasion

de discussions avec un public large sur la place Saint-Michel.

*Correspondante*



## Le Collectif des Fauchés Solidaires fait sa contre

Dans la suite du forum du 22 juin dernier, le Collectif des Fauchés Solidaires appelait à une AG le 26 septembre, alors que le gouvernement se prépare à taper fort contre les précaires. La réforme de l'assurance chômage d'Attal est juste « suspendue » jusqu'au 31 octobre. Cette 5<sup>ème</sup> loi de Macron contre les chômeurs, qui prévoit de durcir les conditions pour avoir droit à une allocation ainsi qu'une forte diminution de la durée d'indemnisation, est toujours applicable au 1er décembre.

De même, le RSA conditionné, avec 15h de travail gratuit par semaine, doit

s'appliquer dès le 1<sup>er</sup> janvier 2025. Pour mieux contrôler les privés d'emplois, le gouvernement a prévu d'intégrer les bénéficiaires du RSA comme leurs conjoint(e)s dans France Travail, alors que seuls 42 % le sont aujourd'hui.

Comment tout cela va se faire ? Comme l'explique une camarade de la FSU Emploi, pour la direction de France Travail, « on est prêt ! ». Sans moyens supplémentaires, les agents devront faire passer des entretiens à la chaîne, pas plus de 15 minutes... Tout ce qui compte est de pouvoir ensuite augmenter les contrôles de 30 %.

Pour la suite, la direction prévoit des réductions de postes, des redéploiements, le triplement des contrôles, ... soit l'équivalent de 2900 postes à temps plein en moins pour l'accueil des privés d'emploi. Le tout avec le recours à l'IA pour radier toujours plus vite les chômeurs !

La discussion a aussi beaucoup tourné sur le gouvernement Barnier et la séquence depuis la dissolution. Il est clair que nous n'avons rien à attendre des voies institutionnelles, comme du « dialogue social ». La veille, Sophie Binet demandait à Barnier « d'enterrer » la

# Le 19 septembre à l'appel de l'AG féministe nous étions 800 dans les rues de Bordeaux

... pour répondre à l'appel : « *Révoltons-nous contre Barnier, Macron, Le Pen et leur monde capitaliste, raciste et*

*liberticide. Construisons un monde féministe, antiraciste, pour une vie digne pour toutes* »



en mettant en avant notre projet militant : antiraciste, féministe et anticapitaliste.

Pour la manifestation du 19 nous avons également fait le choix de faire le lien entre la lutte contre ce gouvernement et la mobilisation de solidarité vis-à-vis de Gisèle Pélicot et pour toutes les victimes de violences sexistes et sexuelles. En effet, nous nous devons, à l'AG féministe de proposer une initiative militante à toutes les personnes chez qui ce procès suscite colère, indignation ainsi qu'un profond sentiment de gratitude vis-à-vis de Gisèle et sa fille.

Il est clair qu'avec ce gouvernement au service des plus riches, en lutte pour la destruction des services publics, avec à sa tête un homme qui a voté contre l'obligation pour les hôpitaux d'avoir une cellule d'accueil des victimes de violences sexuelles, les femmes seront toujours les grandes perdantes.

Si cet appel a trouvé un écho dans l'AG des AGs et dans l'AG de lutte qui avait son propre cortège, les militants de « gauche radicale » s'en sont quant à eux peu emparé. Le gros des manifestants était surtout constitué de manifestantes, souvent très jeunes qui faisaient là leur première manifestation. On pouvait lire de nombreuses pancartes de soutien à Gisèle Pélicot et de dénonciation des « bons pères de famille » (voir article page 12). A l'arrivée, les camarades de l'AG des AGs ont distribué des sandwiches presque gratuitement.

On peut ainsi voir se constituer progressivement un pôle de militant.e.s, indépendant.e.s des organisations institutionnelles et qui n'hésite plus à proposer ses propres initiatives.

*Chloé*

En effet, dès le lendemain de la nomination de Michel Barnier comme premier ministre, nous avons décidé qu'il fallait absolument proposer une initiative locale et indépendante des organisations.

Aux législatives, après bien des discussions, nous avons appelé à voter NFP, contre Le Pen, avec beaucoup de réserves. Mais le 7 septembre nous n'avons pas appelé à aller manifester pour que Lucie Castets soit 1<sup>ère</sup> ministre. Entre les militantes, cette initiative de LFI nous a fait débattre, mais ne trouvant pas de consensus nous avons donc décidé de pas nous y joindre. Néanmoins, il nous semblait important de marquer notre opposition à ce nouveau gouvernement tout

## propagande

réforme de l'assurance chômage... Une comédie où le gouvernement a déjà une réponse toute trouvée : à condition de trouver 3,5 milliards d'économies sur le dos des chômeurs !

Au collectif, nous comptons bien faire notre « *contre propagande* », par nous-mêmes, en nous adressant aux précaires dans les quartiers populaires, aux agents de la CAF ou de France Travail... De bonnes perspectives pour la suite.

*Laurent Delage*

# Vétusté du CHU de Bordeaux... et du système de santé

Le CHU de Bordeaux, composé des sites de Pellegrin, Saint-André et du Groupe Sud (Haut-Lévêque et Xavier Arnozan) a été « classé » à la 32<sup>ème</sup> place des... 32 CHU français en termes de vétusté. Lors de chaque période de pluie ou après les gros orages, personne ne peut ignorer qu'il pleut dans certains bâtiments, dont le Tripode... Les bassines y jouxtent les draps gorgés d'eau et les panneaux « *Attention sol glissant* »...

Le 14 septembre dernier, c'est un faux plafond qui est tombé sur un lit dans l'Unité d'hospitalisation de courte durée des Urgences de Pellegrin. Par chance, la patiente et son accompagnant présents n'ont pas été blessés. Cet « *incident malheureux* », pour reprendre les propos de la direction, est une nouvelle illustration du délabrement non seulement du CHU de Bordeaux mais de l'ensemble du système de santé.



## Une aggravation sans précédent

Début septembre, la fédération des hôpitaux publics français (FHF) dénonçait une « *situation budgétaire jamais aussi dégradée* ». Le déficit des établissements publics a augmenté de plus de 350 % en cinq ans, passant de 558 millions d'euros (2019) à 1,7 milliard (2023) et il devrait atteindre 2 milliards en 2024 !

De nombreux hôpitaux sont au bord de la rupture, dans l'incapacité de financer l'entretien de bâtiments construits il y a des décennies, malgré un endettement de plus en plus important. Les financements publics ne couvrent pas l'augmentation des coûts liés aux nouvelles technologies, aux progrès de la recherche, aux nouveaux médicaments et à l'inflation. Ils ne compensent pas non plus les hausses de salaires des personnels, pourtant dérisoires.

En 2021, les hôpitaux publics étaient endettés à hauteur de 30 milliards d'euros, une manne pour les banques qui encaissent des intérêts faramineux... qui creusent en retour les



déficits ! Et si l'Etat a été obligé de reprendre à sa charge un tiers de cette dette, les hôpitaux n'en paient pas moins chaque année près d'un milliard d'euros d'intérêts !

Lors de sa première sortie officielle dans un hôpital parisien, Barnier, cynique, s'est dit « *à l'écoute des soignants* »... pour immédiatement expliquer qu'il ne ferait « *pas de miracle* » et annoncer de nouvelles économies. Discours repris par la nouvelle occupante du ministère de la santé, Darrieussecq (6<sup>ème</sup> au poste depuis 2022), qui a à son tour annoncé « *je ne suis pas une fée [...] les enveloppes n'augmenteront jamais à la hauteur que tout le monde espérait* ». Les fées sont de toute évidence ailleurs, du côté de Big pharma par exemple, dont Sanofi qui vient de bénéficier de 240 millions d'euros d'« aides » de l'Etat, soit la moitié des investissements réalisés pour sa nouvelle usine de production de vaccins...

Alors c'est sûr, il n'y aura pas de « miracle » : le service public de la santé ne pourra se relever sans remise en cause de la logique capitaliste et du pouvoir de la finance !

Isabelle Ufferte

## 1000 internes de moins dans les hôpitaux

Près de 1000 postes d'internes (médecins en fin d'étude essentiels au fonctionnement quotidien des hôpitaux) manquent ou vont très prochainement manquer dans les services. C'est le résultat de la réforme des études de médecine, décriée par les étudiants, qui en a incité beaucoup à redoubler pour mieux préparer leurs concours d'interne...

Les internes représentent 40 % des médecins hospitaliers et travaillent 59 h par semaine en moyenne. Cette situation ne peut que fragiliser encore davantage le secteur public, dégradant l'accès aux soins et les conditions de travail de l'ensemble des hospitaliers.

# Ehpad : personnes âgées dépendantes et salarié·es paient le prix fort

« Les Ehpad s'enfoncent dans la crise financière » titrait *Le Monde* le mois dernier, « les deux tiers des Ehpad sont en déficit, ce qui entraîne une baisse de la qualité d'accueil des résidents » et amplifie la fuite des personnels tant les conditions de travail deviennent insupportables, physiquement et psychologiquement, alors que les salaires sont dérisoires.

Certains Ehpad mettent la clé sous la porte, ne pouvant plus faire face aux dépenses. Beaucoup rognent sur la nourriture, l'entretien, les protections urinaires, l'animation... alors que les résidents et leurs familles doivent faire face à des tarifs toujours plus insoutenables, 2000, voire 2500 euros mensuels minimum à leur charge pour un Ehpad public ou associatif ; 3000, 4000 euros ou plus dans le privé lucratif... Bilan, alors que les besoins explosent du fait du vieillissement de la population, le taux d'occupation moyen est tombé de 93% en 2019 à 88 % en 2023, avec des disparités suivant les régions. La crise du Covid a mis en évidence la situation dramatique du secteur, malgré le dévouement et les initiatives des premiers et le plus souvent premières de corvée qui seules ont permis d'éviter le pire.

D'après un récent rapport du Sénat, la part des Ehpad déficitaires est passée de 27 % à 66 % entre 2020 et 2023. Aucun secteur n'est épargné, y compris le privé lucratif qui, bien que fixant librement ses tarifs, n'arrive plus à satisfaire

les attentes de « retour sur investissement » des actionnaires. En témoignent le groupe Medicharme, 8<sup>ème</sup> groupe français d'Ehpad privés avant qu'il ne soit placé en liquidation judiciaire en février dernier ou encore Orpea dont les pratiques scandaleuses, révélées par le journaliste Victor Castanet dans son livre *Les Fossoyeurs*, ont précipité la chute. Aujourd'hui rebaptisé Emeis, le groupe est passé sous contrôle d'un groupement d'actionnaires mené par la Caisse des dépôts et consignations. 24,2 % des Ehpad sont à but lucratif, propriété de grands groupes capitalistes, 31,3 % sont privés à but non lucratif et seulement 44,5 % publics.

## Une deuxième journée de « solidarité » et l'augmentation des impôts des retraités ?

Le secteur de la dépendance est en plein marasme. Son financement repose sur les départements pour une partie des dépenses liées à la dépendance, la sécurité sociale pour les soins, l'Etat pour certaines dotations et les résident·es ou leurs familles pour la partie dite « hébergement ». Un financement largement insuffisant.

Qu'à cela ne tienne ! Le rapport du Sénat a des solutions lumineuses : faire payer salarié·es et retraité·es. Il préconise l'instauration d'une seconde journée de « solidarité » par suppression d'un jour férié à tous les salarié·es et, dans l'élan, d'augmenter les impôts des retraité·es et d'aligner leur taux de CSG sur celui des salarié·es...

Les grèves des personnels, déterminées, ainsi que les témoignages de familles, de proches, d'anciens salarié·es ont mis la question des Ehpad au premier plan de l'actualité...

Répondre à l'urgence de la prise en compte de la dépendance nécessite une totale réorganisation du secteur, l'expropriation des groupes privés et leur intégration dans un service public sous le contrôle des usagers et des « petites mains » qui font au quotidien des miracles avec des moyens dérisoires.

Isabelle Ufferte



## Groupe Bordeaux Nord : déficit historique !

L'expertise des comptes du groupe, demandée par les élus, montre qu'il a 12,2 millions de déficit en 2023, une première : - 2,3 millions à la clinique Bordeaux Nord (contre 3,5 millions de bénéfices en 2022) ; -1,2 million à Francheville Périgueux ; - 2,2 millions à Pau ; -1 million à la Clinique d'Arcachon ; -0,363 million à Cognac, -0,169 million à la clinique de Caudéran, -0,166 million à la clinique Bel Air. Les cliniques Rive Droite et Thiers font respectivement 0,766 million et 2,1 millions de bénéfices. A titre de comparaison, le groupe avait réalisé 5,4 millions de bénéfices en 2021.

Ce groupe possède entre autres 6 cliniques et un Ehpad en Gironde, et depuis 4 ans, s'est lancé dans une politique d'achats dans la région pour augmenter ses « parts de marché » et ses bénéfices. Depuis les cliniques de Pau, Cognac, Périgueux font partie du groupe.

Plusieurs facteurs expliquent ce déficit : les achats dans un contexte où le groupe bénéficiait de subventions importantes de l'Etat pendant et après la crise Covid, mais, qui depuis se sont amenuisées, l'augmentation des coûts énergétiques, mais surtout, comme partout dans la santé, la pénurie de personnel qui a obligé les directions à fermer des services, des lits, ce qui a entraîné une baisse d'activité. En 2023, 40 % des cliniques en France ont annoncé être en déficit contre 25 % les années précédentes.

Sans personnel, pas d'activité et pas de profits ! C'est ce que reconnaît la direction du groupe, mais dans une fuite en avant, pour tenter de réduire ce déficit, elle cherche à recruter de nouveaux médecins et chirurgiens pour augmenter l'activité, sans savoir s'il y aura assez de soignants face aux nouveaux patients. Une logique infernale qui ne peut aboutir qu'au même résultat : l'aggravation des conditions de travail et de prise en charge des malades. Et de nouveaux départs de salariés !

Le discours de la direction reste le même : pas question d'augmenter les salaires, pourtant inférieurs à ceux du secteur public. Prétendant ce déficit, elle annonce déjà qu'il faudra se serrer la ceinture tout en travaillant plus. Seules les grèves comme à Rive Droite, Bordeaux Nord ou Arcachon ont permis d'arracher des primes ou des postes.

Pourtant en même temps, 1,7 million a été versé en salaires à 6 membres de la direction soit une moyenne de 283 000 € annuels et 23 611 € par mois. Ce qui ne manque pas de faire discuter.

Pour les salariés pas question de payer les conséquences de ce déficit. Une situation qui permet de prendre conscience que la santé gérée comme une marchandise va dans le mur et de la nécessité d'exproprier tous ces actionnaires !

*Correspondante*

### **Ehpad Notre Dame de Bonne Espérance Non au licenciement de la déléguée CGT !**

Une soixantaine de militants et salariés étaient présents, le 19 septembre dernier, au rassemblement de soutien à Kamala, militante et déléguée syndicale CGT, aide-soignante depuis 33 ans à l'Ehpad Notre Dame de Bonne Espérance à Bordeaux. Elle était convoquée en vue de son licenciement pour un prétendu... « *trouble objectif* ». Cela fait plus d'un an que des salarié-es et militant-es de cet Ehpad dénoncent les conditions de travail difficiles, le manque de personnel, le management et les turn over alors que le déficit du groupe associatif propriétaire de l'Ehpad, l'Adgessa, inquiète les salarié-es quant à leur avenir et à celui des résident-es.

Le lendemain même avait lieu un CSE extraordinaire où la direction a martelé les mêmes accusations.

Les élus CGT ont dénoncé la répression contre cette camarade, dont le but est de faire taire toute résistance dans le groupe. Reste maintenant à préparer la convocation à l'inspection du travail pour la convaincre de s'opposer à ce licenciement.

Cette situation nous concerne tous : l'Etat comme les directions dans les entreprises, veulent étouffer la colère contre un système incapable de prendre en charge dignement les personnes âgées et plus largement répondre aux intérêts de l'ensemble de la population.

Le NPAR-33 apporte tout son soutien à Kamala et ses camarades !

## **La chasse aux arrêts maladie est (re)ouverte !**

La propagande va bon train depuis cet été, dans les entreprises comme dans les médias : les travailleur-ses malades s'arrêteraient trop ! Les dépenses liées aux arrêts maladie seraient en hausse de 8% au premier semestre 2024 (en incluant les accidents du travail et maladies professionnelles). Une augmentation que le directeur de l'Assurance maladie juge « *non soutenable* »... annonçant un renforcement des contrôles.

Déjà, en juillet, un rapport demandé par Attal, premier ministre démissionnaire, préconisait de passer les jours de carence des fonctionnaires de un à trois ou de réduire l'indemnisation des arrêts maladie de 10 %...

La Cour des comptes, elle, a récemment proposé de porter le délai de carence dans le privé de trois à sept jours, voire de ne plus indemniser les arrêts de moins de huit jours...

Face au déluge, le président de la Fédération des médecins de France s'est senti obligé de réagir, rappelant quelques évidences. Non seulement la population active étant plus importante, les arrêts aug-

mentent mécaniquement, mais « *les gens sont un peu plus âgés et travaillent un peu plus longtemps. Les conditions de travail se dégradent. Il y a davantage de pression, et il y a pour beaucoup un réel traumatisme lié au Covid [...] La prise en charge médicale s'est également dégradée au fil des années* », pointant entre autres le manque de médecins du travail et la mauvaise prise en charge des salarié-es...

L'offensive contre les travailleur-ses se fait tous azimuts pour intensifier l'exploitation, cherchant entre autres à stigmatiser

les malades, à diviser les salarié-es entre eux et à baisser les salaires en sanctionnant la maladie. Le tout au nom du déficit de la Sécu alors que les débats sur le plan de financement 2025 se profilent... Un déficit qui est la conséquence directe des politiques d'exonérations de cotisations sociales accordées aux entreprises depuis des années, exonérations qui devraient atteindre 90 milliards d'euros en 2025.

*I.U.*

### **Mondelez Trop d'arrêts maladie ?**

Cet été, à Mondelez, les arrêts maladie auraient augmenté, trop du point de vue de la direction qui l'a fait largement savoir. Ben oui, on est au courant, c'est embêtant d'être malade. Pas parce que les lignes tournent mal... mais parce qu'on est malade !

Les médecins subissent depuis des années des pressions de la Sécu pour prescrire moins d'arrêts de travail, moins longs, et nous renvoyer sur la ligne avec un lumbago ou nos virus... et la propagande des patrons et du gouvernement, leurs discours culpabilisants repartent de plus belle un peu partout.

Ras-le-bol ! Se soigner est un droit de plus en plus malmené. Et la dégradation des conditions de travail et de vie n'aide pas à rester en bonne santé. Alors pas besoin qu'en plus les patrons nous fassent la leçon.

*Extrait du bulletin interentreprises Pessac-Cestas*

### **Steris Le Haillan En grève contre les licenciements**

Le 10 septembre, les salariés de Steris au Haillan se sont mis en grève contre leur direction qui prévoit la fermeture complète de cette usine de production début 2025. Steris, multinationale de production d'équipement médical, a décidé de licencier 96 salariés sur ce site qui en compte près de 250. Les autres seront déménagés dans des bureaux.

Les raisons de la direction sont claires : « *L'unité de production dédiée aux blocs opératoires n'a toujours pas atteint sa maturité financière* ». Pour les actionnaires, la question n'est pas de savoir si la production se vend... La direction locale se vantait d'ailleurs de dépasser régulièrement ses objectifs commerciaux. La question n'est pas non plus de savoir si le groupe pourrait continuer à faire vivre ce site : avec plus de 4,6 milliards de chiffres d'affaires, c'est l'évidence.

Sauf que le capital a d'autres logiques. Si les ventes ne dégagent pas assez de profits par rapport à ce qu'il pourrait rapporter s'il était investi ailleurs, il se dégage et dégage les salariés.

L'UNSA, syndicat présent sur le site, a appelé à la grève pour négocier de meilleures primes de licenciements. A juste titre, il dénonce les cadeaux de la région depuis l'installation en 2011 : 700 000 euros lors de l'implantation, puis 500 000 euros au nom du soutien à la recherche et au développement en 2013. Dupé consentant, Alain Rousset « *a signifié qu'il n'était pas content de la décision, et qu'il était amer vis-à-vis des décideurs de*

*Steris* »... Pas content et impuissant, comme avec Ford, comme avec tant d'autres patrons subventionnés à fonds perdus.

Nous ne savons pas ce que pourront imposer les salariés de Steris à leurs patrons, mais pour les empêcher de nuire, il s'agit bien de contester leur pouvoir, leur direction de la société. Dans un capitalisme frappé par la récession, incapable de dégager suffisamment de profits par la production et la vente, la lutte contre les licenciements est une lutte pour changer de système.

### **La Monnaie de Pessac La planification, ça déraile !**

Ces temps-ci, ça s'arrange pas côté ruptures de matières premières, au point qu'il faut toujours improviser pour sortir les commandes. On connaissait les ruptures de flans à cause des retards de fournisseurs ou de transport. Maintenant on a des ruptures de caisses, de bobine de papier pour faire les rouleaux de pièces et même de demi-palettes europe cette semaine... Pourtant, on ne fait pas plus courant dans toutes les usines comme produit !

Mais pas de problème, la direction nous assure qu'on a des logiciels très intelligents capables de tout anticiper pour la production et qu'on va droit vers « l'usine 4.0 » ! En attendant, c'est à nous de rattraper les retards par les heures supp, les changements d'horaires... Ras-le-bol, à eux de régler les problèmes !

# Interview Willy Dhellemmes militant syndical à la Poste

*Nous avons rencontré Willy, postier et militant SUD PTT en butte à la répression. Lors des deux rassemblements de soutien lors de ses convocations par la Direction, fin août et début septembre, nous nous sommes retrouvés autour de 200 militant-es lutte de classe syndicaux, politiques, membres ou non d'organisations et bien sûr de nombreux postiers pour affirmer notre solidarité contre la répression et la nécessaire convergence de nos combats*

**Bonjour Willy, La Poste est coutumière des attaques contre les militants syndicaux. Peux-tu dresser le contexte dans lequel s'inscrit la tentative de répression à ton encontre ?**

Le contexte est celui d'une entreprise qui veut vider son personnel et briser l'esprit de service public. Une entreprise qui fait une purge par le dégoût. Les plus anciens se barrent en pré-retraite, les licenciements pour inaptitude pleuvent, elle pousse à la démission ou pire. La direction maintient les salaires quasiment au SMIC, supprime les postes, alourdit le travail, précarise. Bref, elle fait tout pour accroître ses marges et elle ne supporte en face d'elle aucune contradiction.

En Gironde, nous défendons un syndicalisme de lutte de classe que ce soit à SUD ou à la CGT. Nous apportons la contradiction et la confrontation sur le terrain, par la grève, juridiquement ou par tous les moyens possibles. En fait on a simplement conscience de nos intérêts de classe et de ceux de la direction, alors on agit en conséquence. Nous défendons notre bien commun qu'est le service public postal et nous revendiquons d'aller au-delà des conditions misérables dans lesquelles elle veut nous maintenir. C'est une raison suffisante pour nous attaquer avec tous

les moyens dont peut disposer un patronat décomplexé.

**Concrètement, quels faits te sont reprochés ?**

Circuler librement dans les centres courriers, prendre la parole auprès des collègues, tenir des propos critiques jugés « menaçants » ou « dévalorisants ». En fait faire du syndicalisme. Faire une prise de parole, par exemple, pour eux c'est de l'insubordination. Comme si des syndicalistes, sous mandats, détachés, devaient obéir à toutes les consignes même celles qui caractérisent une atteinte aux droits.

Même envoyer des mails à 23h à des directeurs pour demander des négociations pendant une grève c'est devenu

Mais en ce moment, y a les élections professionnelles qui coïncident avec la mise en place des CSE. Cela se traduit par la disparition des CHSCT, dans lesquels nous avions des moyens pour entraver la boîte, et accessoirement par la suppression de beaucoup de temps syndical. Ils frappent pour intimider, pour décourager. Nous, mais aussi et surtout les collègues. Ils envoient un message : « *militiez de cette manière et on va vous fracasser* ».

Et à côté de ça, ils affichent des tracts CFDT ou de l'UNSA sur les panneaux de la boîte, ils font des communiqués pour soutenir les autres syndicats, ils embauchent des collègues en CDI « *sur recommandation* » de tel ou tel syndicat de collaboration. La direction profite des petits intérêts de ces syndicats vendus au patronat.

**L'intersyndicale SUD CGT à La Poste en Gironde est très unie**

C'est des années de travail pour arriver à être unis comme ça. C'est de la confiance, de la recherche d'unité, c'est redoubler d'efforts pour ne pas céder aux tentatives de déstabilisation de la direction qui cherche à nous diviser à

coup de petites combines bidon pour casser le collectif. Mais la direction se casse les dents sur des militant-es qui ont tout autant envie que nous de défendre nos intérêts de classe.

Et par-dessus tout, cette unité elle répond à une demande et une aspiration de plein de collègues, syndiqué-es ou non. Alors quand tu as la force du collectif derrière, ça permet d'avancer en sachant que tu es sur la bonne voie. Ce qu'on fait est juste et légitime. Le faire avec des camarades avec qui on a des différences, mais aussi beaucoup de ressemblance, ça donne de la force.

*Propos recueillis par François*



insupportable pour eux. Écrire « *je prends acte de votre silence assourdissant* », c'est pour eux une faute professionnelle etc.

Là, nous sommes dans une phase où plus rien ne semble autorisé. D'ailleurs ils le disent et l'écrivent : « *ce qui n'est pas autorisé est interdit* ». Ils assument et revendiquent une logique qui est la même que les dictatures, qui est l'inverse des sociétés démocratiques.

**Pourquoi avoir choisi de s'en prendre à un militant syndical de lutte précisément à ce moment ?**

Ce n'est pas la première fois. Et ça ne sera pas la dernière.

## Dans les écoles, en Gironde comme ailleurs, une rentrée sous le signe de la continuité... des attaques, de la régression, du toujours pire...

Malgré l'absence de ministre, la rentrée scolaire a bien eu lieu, ce qui nous démontre que c'est bien grâce à nous que l'école fonctionne.

Nous n'avons néanmoins pas été déçus par les tripatouillages et atermoiements du pouvoir pour nous concocter un gouvernement « RN-compatible » : Anne Genetet, une ministre sortie du chapeau, qui déclarait à propos des « journées défense et citoyenneté » : « ... il s'agit de mettre en œuvre la souffrance, la discipline et les rites ; cela pourrait inspirer notre jeunesse. ». C'est donc une ardente défenseuse du SNU, qui vole 5 milliards d'euros au budget de l'éducation. Elle sera flanquée d'Alexandre Portier, un ministre délégué lui aussi réactionnaire et fervent défenseur de l'école privée.

Évidemment, nous n'avons rien à attendre d'un pareil tandem, ce que résumait bien le site du *Café pédagogique* dans son article : « *Le bateau prend l'eau, mais « le navire ne changera pas de cap » lance Anne Genetet* ».

C'est donc une rentrée à moyens réduits qui s'est faite en Gironde (-16 postes dans le 1er degré, presque deux fois plus de fermetures de classes que d'ouvertures). L'austérité pour les services publics se poursuit et va même s'accélérer si on en croit les premières déclarations du gouvernement éjectable Barnier.

La précarisation du métier d'enseignant continue avec, en ce début d'année, le recrutement de 145 contractuel.le.s (chiffre qui

va sûrement augmenter en cours d'année), alors que le nombre de fonctionnaires stagiaires n'est que de 169... Rien ne change non plus pour nos salaires, l'inclusion des élèves sans moyens, avec des AESH toujours aussi précaires, une formation continue imposée qui est un des instruments de la dépossession de notre autonomie pédagogique que nous subissons depuis Blanquer (guide des bonnes pratiques, labellisation des manuels...).

Nouvel avatar en cette rentrée avec la mise en place du dernier étage de la fusée « *tout évaluation* » à l'école : des évaluations standardisées du CP au CM2, destinées à classer les élèves, à les trier en vue des groupes de niveau au collège, à contrôler encore plus les pratiques enseignantes, et à terme à mettre collègues et écoles en concurrence.

La grève du 10 septembre revendiquait leur abandon et des organisations syndicales appelaient à leur boycott. Malgré la lucidité des collègues sur l'inutilité de ces évaluations, cette grève est restée minoritaire. C'était pourtant l'occasion de faire converger les revendications des premier et second degré autour du « Choc des savoirs » destiné au tri social et scolaire des élèves. Encore aurait-il fallu que cette convergence soit clairement exprimée, ce qui n'a pu être le cas dans l'intersyndicale.

*Christophe Otharan*

### Lycées pro :

## Casse du bac, précarité et salaires gelés

Les dégâts de la dernière réforme du bac pro se font de plus en plus sentir avec le dernier volet de son application pour cette rentrée à l'année de terminale.

Le tri social qui dirige toute la politique du « choc des savoirs » devient plus évident, avec l'obligation pour les jeunes de choisir pour les mois de mai et juin entre 6 semaines de stages rémunérés 600 euros, ou 6 semaines de cours complémentaires (sans programme défini !) soi-disant pour les préparer à aller vers un BTS. Un choix pourri, d'autant plus que dans le même temps, les horaires d'enseignement professionnel et général ont été réduits sur les trois ans.

Nous sommes nombreux à ressentir « la perte de sens » du métier, avec des programmes de plus en plus allégés et une nouvelle instabilité liée à l'avancée des épreuves du bac pro au mois de mai, qui rend impossible pour l'instant de prévoir l'organisation des cours en fin d'année pour les secondes et les premières.

Du côté des emplois, la précarisation s'aggrave. Dans un petit lycée pro privé du centre de Bordeaux, sur 50 profs, 8 ont des contrats précaires, un CDD pour l'année, sous-payés (environ 1500 euros nets pour un premier contrat). C'est le résultat de la dévalorisation du métier (salaire, intérêt, charge

de travail, formation...) qui a provoqué l'effondrement du nombre de candidatures au concours... et permet à l'Etat de recruter à moindre coût des collègues fragilisés, dépendant du rectorat pour renouveler leur contrat. Un cercle vicieux dont l'Etat est le seul gagnant.

Côté rémunération, le grand bluff de l'an dernier, la revalorisation par le travail, a déjà fait pshitt. Les PACTES étaient des primes accordées aux collègues en échange d'un travail supplémentaire. Nous étions nombreux à avoir rejeté cette arnaque. Il ne fallait pas être grand devin pour prévoir leur avenir : la dotation des établissements a été divisée par deux. Idem pour les « heures supplémentaires effectives » (des heures que les chefs d'établissement pouvaient accorder pour des tâches ponctuelles) qui ont presque entièrement disparu. Tous les « à-côtés » du salaire sont sabrés et obligent à remettre sur le tapis la question de la lutte pour de réelles augmentations. Une lutte indissociable d'un mouvement général pour les salaires, contre la politique d'austérité qui détruit l'école, comme tous les services publics, pour contester la direction de la société à ces politiciens qui ne savent que la détruire pour satisfaire la finance.

*François Minvielle*

# Le courage de Gisèle Pélicot nous oblige. Elle dit que le mouvement féministe l'aide à mener son combat. A nous de le poursuivre !

Le procès hors norme qui se tient en ce moment suscite une colère profonde mais également une très forte prise de conscience. En rendant son procès public, Gisèle Pélicot a permis de montrer au grand jour ce que les féministes disent depuis toujours : les violeurs sont des hommes comme tout le monde, ce sont « *de bons pères de famille* ».

Comme au moment de #MeToo, les témoignages de violences affluent de nouveau. A Bordeaux, le rassemblement du 14 septembre s'est organisé de façon tout à fait spontanée, en dehors des organisations féministes, en écho aux appels parisiens.

Comme au moment de #MeToo, les organisations féministes se font déborder, et c'est pour le mieux. Au début du procès, nous n'avions pas perçu ce qui pourrait se produire comme prise de conscience dans une partie de la jeunesse.

Cette nouvelle vague de rage doit absolument trouver des réponses politiques et militantes immédiates. Déjà des propositions circulent pour de nouvelles manifestations. L'ensemble des

organisations féministes réfléchit à affiner les revendications : les 3 milliards pour commencer réellement à lutter contre les violences sexistes et sexuelles, une redéfinition juridique du viol etc. Dans le contexte de vote d'un budget d'austérité, le gouvernement au service du patronat, ultra-réactionnaire, montrera encore son vrai visage : les droits des femmes et leurs corps n'ont pas d'intérêt, seuls ceux de l'enrichissement d'une minorité compte.

La radicalité qui s'exprime régulièrement dans les cortèges féministes est une réaction à la violence subie en permanence par les femmes, la violence du patriarcat. Cette radicalité est également un moteur de changement puissant qui ébranle tout le monde et peut dessiner un autre avenir, celui qui mettrait au centre l'exigence impérieuse d'une vie digne pour tous et toutes (comme le dit souvent l'AG féministe), qui suppose l'abolition du patriarcat et de toutes les oppressions, piliers de l'exploitation capitaliste.

Chloé

## Leur société

### Liquidations et faillites en cascade

Le nombre de liquidations judiciaires d'entreprises a explosé ces derniers mois devant le Tribunal de commerce de Bordeaux. Plus de 1800 procédures sont prévues pour 2024, dont près de 1200 ont déjà été traitées, une hausse de 36% en un an. Pour faire face à cette augmentation, le Tribunal avait déjà dû ouvrir une troisième chambre il y a trois ans. Le président de la cour cite « *Les coiffeurs, boulangers, vendeurs de chaussures ou de vêtements... les bars et restaurants. Les patrons nous disent que les clients viennent encore, mais ils consomment moins.* » Le nombre de commerces qui baisse le rideau a explosé. Pour le président de « *Bordeaux mon commerce* » qui regroupe 1300 patrons, c'est « *La faute à la crise économique. Les commerces ont des charges qui augmentent. Les loyers, c'est 5 % d'augmentation entre 2022 et 2023, 14 % depuis 2020. Il faut aussi augmenter les salaires des employés qui ne s'en sortent plus. Les chiffres d'affaires baissent... Il y a beaucoup de facteurs* »

Autre facteur de faillite, le remboursement des prêts garantis par l'État accordés pendant le Covid et des cotisations URSAFF suspendues. A l'heure du remboursement, alors que la consommation est en berne, la trésorerie n'est pas revenue et les faillites pour dette se multiplient.

Il y a aussi de plus grosses entreprises, comme les transports Henri Ducros à Bruges où 250 salariés ont été licenciés. Même sort pour les 75 salariés de Guysanit, entreprise méridionale de plomberie, en faillite et sans repreneur. Des suppressions d'emplois qui à leur tour deviennent un facteur d'aggravation de la crise, l'appauvrissement des travailleurs aggrave à son tour le recul de la consommation.

La panne de l'économie capitaliste n'a pas fini de faire des ravages.

### « Ne sacrifions pas les apprentis sur l'autel des économies ! »

Ce cri du cœur pour défendre les apprentis est surtout un cri du portefeuille du patronat local, poussé par le président de la Chambre des métiers et de l'artisanat de la région. Il gère quinze centres de formation pour 13 000 apprentis, et s'inquiète d'une petite baisse des effectifs.

Pas étonnant, car derrière la propagande en faveur de l'apprentissage, il y a la réalité : près d'un jeune sur trois subit une rupture de contrat avant d'atteindre son diplôme, et ce taux peut monter à 57% pour un CAP dans l'hôtellerie restauration, 43% dans la carrosserie... Sur 94 CAP, 70 ont un taux de rupture au-dessus de 20%. Et sur les 60 bac pro, il y en a 50 au-dessus de 20%. Ces ruptures viennent aussi bien du patron que de l'apprenti.

Surtout, c'est l'annonce de la baisse des moyens de l'Etat qui finance les « contrats de professionnalisation » ainsi que la coupe de 500 millions d'euros sur l'apprentissage qui inquiète les centres de formation et le patronat.

Ce dernier a pris l'habitude d'avoir à sa disposition pendant 2 ou 3 ans des salariés jeunes et sous-payés, qui très rapidement assurent des tâches de production au même titre que les autres. Et cela ne concerne pas que les TPE et les artisans, dont certains ont à cœur de former correctement les jeunes qu'ils emploient. Des grandes entreprises emploient plusieurs dizaines de salariés en « contrats pro », comme une période d'essai interminable... qui débouche sur une embauche, ou pas.

Leur protection légale est très faible, les renvois très faciles. C'est en réalité un dispositif qui offre en même temps au patronat la possibilité de trier les futurs employés, et de les sous-payer sous prétexte d'une formation en partie financée par l'Etat et les collectivités locales.

FM.

# Solidarité internationaliste avec la lutte du peuple kanak !

Pour dénoncer la répression qui fait rage en Nouvelle-Calédonie, avec tout récemment le meurtre par des gendarmes de deux jeunes kanak, des kanak de Bordeaux et le Collectif girondin de solidarité avec le peuple kanak (\*) ont appelé à un rassemblement le 24 septembre, date anniversaire de la prise de possession de la Kanaky par la France il y a 171 ans, comme il y en a eu à Paris et dans plusieurs villes. D'autres organisations étaient aussi présentes (\*\*).

Tout le monde a dénoncé le pouvoir colonial français et défendu le droit à l'autodétermination et à l'indépendance du peuple kanak dont la moitié a été exterminée entre le XIX<sup>ème</sup> et le début du XX<sup>ème</sup> siècle par les mauvais traitements, accaparement de terres, violences et maladies importées par les Européens, sa terre pillée et ses droits les plus élémentaires bafoués.

Le silence au mieux, voire les mensonges diffusés par la presse française sur la révolte en Kanaky (avec plus de 13 tués par les forces de l'ordre et les milices anti-indépendantistes, surtout de jeunes militants kanak traités d'émeutiers ivrognes...) rappellent combien ce petit archipel à 17 000 km de la France est précieux pour les capitalistes français, et combien leur haine des kanak révoltés est profonde.

Peuplée de bagnards blancs puis colonie de dépossession des terres kanak et de peuplement raciste régie par un Code de l'indigénat jusqu'en 1944, le pays est divisé entre un Nord et des îles essentiellement peuplées de kanak et de mélanésiens avec respectivement 52 et 35% des ménages sous le seuil de pauvreté, et une « Nouméa la blanche » dominée par LR, où le taux de pauvreté n'est que de 7%.

L'ex secrétaire d'Etat à la citoyenneté LR de Macron Sonia Backès, raciste notoire, chef de file des loyalistes anti-indépendantistes, en a appelé à s'en prendre par les armes aux kanak lorsqu'ils se sont révoltés à la nouvelle du dégel des listes électorales. Cela signifiait écarter encore plus les kanak déjà minoritaires dans leur pays de la possibilité d'accéder à l'indépendance en suivant les accords signés en 1988 puis 1998 lors d'un référendum qui s'annonçait en 2022 de plus en plus favorable à l'indépendance.

Ces accords faisaient suite à la répression sanglante par le gouvernement Mitterrand-Chirac de la révolte des années 80 au cours de laquelle a été assassiné Eloi Machoro en 1985 et perpétré le massacre de la grotte d'Ouvéa en 1988.



La Nouvelle Calédonie intéresse en effet beaucoup la France. Elle a 25 % des ressources mondiales de nickel, principale ressource minière de la France promise à un bel avenir avec les batteries électriques. Mais aussi une Zone Économique Exclusive dont la France a le monopole de l'exploration et l'exploitation, riche en poison et potentiels minerais stratégiques, tout comme une base militaire de 1450 hommes dans une zone essentielle dans le Pacifique Sud.

Nous sommes entièrement solidaires de la lutte du peuple kanak contre l'État français, contre notre propre gouvernement.

Libération immédiate de tous les prisonniers, hors de Kanaky les troupes françaises, droit à l'autodétermination jusqu'à l'indépendance des peuples de l'archipel !

Mónica Casanova

\*) PCOF, MBDHP, LDC, Survie, NPA-R

\*\*) NPA-A, le CAP, l'UFJP, le CLAP, Bordeaux en Lutttes et le Collectif G.I.Abdallah, RP.

## Non à l'expulsion du président de la mosquée de Pessac !

Le Conseil d'Etat a donc rejeté le 17 septembre le recours d'Abdourahmane Ridouane contre son expulsion. Après avoir été assigné à résidence depuis le début des JO, le président de la mosquée de Pessac a été interpellé à son domicile le 8 août. Il est aujourd'hui enfermé au CRA (centre de rétention administrative) de Mesnil-Amelot en vue d'une expulsion vers le Niger. En juin pourtant, la commission départementale d'expulsion de la Gironde avait donné un avis défavorable à son expulsion. Mais Darmanin en a fait une affaire personnelle, lui qui avait déjà été débouté en 2022 par le Tribunal administratif de Bordeaux puis en appel par le Conseil d'Etat après avoir voulu fermer la mosquée de Pessac.

Cette fois le Conseil d'Etat s'est plié à l'offensive du ministère de l'Intérieur, accusant A. Ridouane d'avoir dénoncé une « islamophobie d'État » et « provoqué à la discrimination ou à la haine envers les pays occidentaux, l'État d'Israël ».

C'est une atteinte aux libertés d'opinion et d'expression qui vise toutes celles et ceux qui dénoncent la politique sioniste et la guerre que mène l'Etat d'Israël, soutenu et armé par les USA et leurs alliés dont la France, contre le peuple palestinien et, au-delà, les peuples du Moyen-Orient.

Quels que soient les désaccords politiques que nous puissions avoir, notre solidarité est entière avec Abdourahmane Ridouane contre son expulsion, de même qu'avec son avocat, Sefen Guez Guez, menacé et convoqué par Darmanin pour avoir fait valoir le secret professionnel face à des demandes du ministère de l'Intérieur à la recherche du passeport d'A. Ridouane.

Comme le dénonce une tribune parue dans Politis le 24 septembre dernier, « les perquisitions, intimidations, fermetures de mosquées, expulsions y compris des personnes dites protégées sont devenues des pratiques récurrentes depuis la loi séparatisme d'août 2021 : un arsenal mis à la disposition des préfets pour renforcer leur pouvoir et restreindre les libertés... ».

I.U.

# Contre la guerre d'Israël aux Palestiniens et aux populations du Moyen-Orient

## La paix des travailleur·es et des peuples, la coopération et la solidarité internationalistes !

Israël a lancé son assaut meurtrier sur le Liban. Les bombardements dans le sud du pays et sur Beyrouth, qui ont fait plus de 800 morts et des milliers de blessés, avaient contraints, dès le 1<sup>er</sup> octobre, plus d'un million de libanais à fuir les destructions et la mort. Israël, qui veut mettre à genou le Hezbollah soutenu par le régime réactionnaire des mollahs en Iran, cible les populations, les convois de véhicules en fuite, rase les villages du sud pour semer la terreur et le chaos. Trois jours avant le déclenchement des bombardements, il avait fait 37 morts et des milliers de blessés dont de nombreux civils et des enfants en piégeant des bipeurs et talkies-walkies de membres du Hezbollah.

Le 18 septembre, le ministre israélien de la Défense Yoav Gallant a déclaré : « *Nous entrons dans une nouvelle phase de la guerre* », « *le centre de gravité du conflit se déplace* ». Alors qu'il poursuit le génocide à Gaza, qui a déjà fait plus de 41 000 morts palestiniens, que les agressions meurtrières contre les palestiniens redoublent en Cisjordanie, Netanyahu lance son offensive sur le Liban. Des raids terrestres ont commencé le 1<sup>er</sup> octobre. Il est assuré du soutien total des USA, qui continuent de livrer les cargaisons d'armes et de munitions. Aux Nations-Unies, Biden, cynique bonimenteur, avec ses alliés des puis-

sances occidentales dont Macron, a prôné la « *désescalade* » et « *la paix* », « *déterminé à empêcher une guerre plus large qui engloutirait toute la région* ». Dans le même temps, il dépêchait de nouvelles troupes et le porte-avion USS Abraham Lincoln, débloquent un nouveau crédit de 7 milliards de dollars en soutien à la folie guerrière de Netanyahu qui, en s'étendant au Liban, vise l'Iran et menace d'un embrasement tout le Moyen-Orient.

Kamala Harris et Donald Trump n'ont aucune opposition entre eux dans l'affirmation du « *droit d'Israël à se défendre* ». L'une ou l'autre à la présidence continuera à soutenir sans limites Netanyahu, le bras armé des USA dans le maintien de l'ordre des grandes puissances occidentales et de leurs multinationales dans la région, leur droit à piller les richesses et à exploiter les populations.

La guerre, que Biden et ses alliés mènent au Moyen-Orient et aussi par procuration en Ukraine contre Poutine est le prolongement de la concurrence économique acharnée entre les multinationales et leurs Etats dans le contexte mondial d'essoufflement de la machine à profits, de faillite capitaliste. Leurs appels à la paix ne sont que de cyniques mensonges pour nous laisser croire qu'elle serait possible dans

ce monde capitaliste qui nous plonge dans le militarisme et la généralisation de la guerre.

Biden, et ici Macron, veulent nous assujettir aux intérêts des classes dominantes et du capital qu'ils servent, en nous associant à des guerres qui ne sont pas les nôtres. Notre intérêt de travailleur·es, de jeunes, l'intérêt des populations du Moyen-Orient, d'Ukraine, de Russie, des Etats-Unis et d'ailleurs est de refuser de nous laisser enrôler par leur propagande nationaliste et militariste, de combattre leur pouvoir.

De même, les travailleur·ses d'Israël, de Palestine et du Liban n'auront la paix qu'en combattant les pouvoirs réactionnaires nationalistes et religieux de leurs dirigeants, Netanyahu, mais aussi ceux du Hamas et du Hezbollah.

La paix, la démocratie ne peuvent venir que de la solidarité internationaliste des travailleur·es et de la jeunesse pour construire un autre monde où les populations arabes et juives de Palestine pourront vivre dans un même Etat qui respecte les droits et libertés de chacun·es, où les peuples collaboreront, un monde sans frontières, sans concurrence et sans exploitation.

C.H.

## Solidarité avec Georges Ibrahim Abdallah, prisonnier de l'Etat français depuis le 24 octobre 1984

Cette année, la fête du NPA révolutionnaires 33 et la manifestation à Lannemezan en solidarité avec Georges Ibrahim Abdallah, militant communiste libanais et cofondateur des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), enfermé par l'Etat Français, tombent le même jour, le samedi 26 octobre.

N'étant pas maîtres du calendrier et empêchés de participer à cette manifestation, nous tenons à affirmer ici notre entière solidarité avec Georges Ibrahim Abdallah, détenu depuis 40 ans, et toutes celles et ceux qui exigent sa libération !

# L'insoumise de Gaza

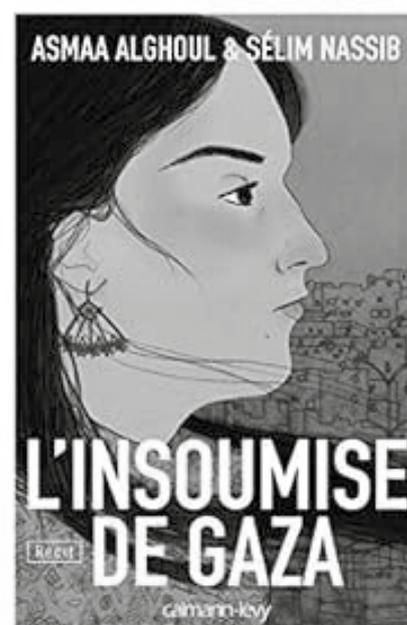
de Asmaa Alghoul et Sélim Nassib

Ce livre, écrit en 2015 et publié en 2016, est précieux pour celles et ceux qui cherchent à comprendre la société gazaouie et la domination coloniale d'Israël au quotidien, loin de la propagande et des caricatures des médias partisans. Il s'agit de l'autobiographie d'Asmaa Alghoul, journaliste progressiste, humaniste et avant tout féministe, connue aujourd'hui internationalement. Elle raconte son enfance dans le camp de réfugiés de Rafah où elle est née, comment grandissent et se construisent des enfants terrorisés par les incursions régulières des soldats israéliens, la violence des fouilles et des expulsions, les humiliations des vieillards poussés dehors la nuit en pyjamas pour effacer les graffitis que des jeunes ont tracé sur les murs...

Depuis 2007, elle a vu se développer l'islamisation du territoire de Gaza sous l'influence du Hamas, ses oncles

et de nombreux membres de sa famille en devenir des membres voire des responsables haut-placés qui ne vont avoir de cesse de la réprimer, de la censurer, d'étouffer sa parole de femme qui refuse de porter le voile et de se soumettre aux traditions patriarcales.

Depuis son enfance, son père, cultivé et progressiste l'encourage à la lecture, à l'esprit critique, à la liberté, contribuant à forger son caractère de fille « *trop forte* ». Asmaa puise dans les livres, dans les relations qu'elle construit autour d'elle avec celles et ceux qui partagent sa révolte contre l'arriération des religieux et la soumission, le courage d'affronter les menaces, les agressions des partisans du Hamas, comme la bêtise violente des préjugés, le machisme. Elle n'est pas moins critique de la corruption et de la même domination religieuse de l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas. Son récit est un cri



de révolte qui dénonce l'étouffement, l'enfermement de toute une société dont elle sait aussi nous faire partager la richesse humaine de ses habitants, leurs résistances et leurs solidarités.

C.H.

Editions Calmann-Levy, 21 €

# Boire la mer à Gaza

de Amira Hass

Cet ouvrage publié en 2001 et toujours édité rassemble les chroniques d'une journaliste israélienne qui a vécu cinq ans à Gaza, de 1991 à 1996, avec la conviction que « *l'histoire est plus la chronique de la vie des gens que celle des régnants et de leurs rites* ».

Il permet de revenir au moment de la mise en place de « *l'autorité intérimaire autonome, le Conseil élu pour les Palestiniens* » après les accords d'Oslo de 1993, dont le signataire pour Israël, Yitzhak Rabin, disait peu avant : « *Si seulement Gaza pouvait sombrer dans la mer* ». Arafat, signataire pour les Palestiniens, disait à ceux qui refusaient les accords « *qu'ils aillent boire la mer à Gaza* », comme on peut dire qu'ils aillent au diable.

Les récits d'Amira Hass montrent la vie quotidienne, la crise économique permanente, le chômage et les humiliations, la débrouille et la peur face à la répression israélienne, alors que l'armée est censée se retirer progressivement. Un chapitre très développé est consacré aux femmes et leur situation, entre volonté de se battre pour la liberté de leur pays et poids de la religion et du patriarcat qui les confinent à la maison.

Un fait parmi d'autres, un jour, au poste-frontière d'Erez, un coup de colère d'ouvriers palestiniens ne supportant plus les contrôles qui leur font perdre du salaire est réprimé par l'ar-

mée israélienne qui fait trois morts. Dans l'affrontement, un garde-frontière israélien est tué par la police palestinienne. Arafat se désolidarise de l'explosion de colère et accuse le Hamas d'avoir fomenté une provocation...

Ces récits permettent de comprendre les évolutions politiques, le rejet progressif du parti d'Arafat, le crédit grandissant du Hamas cherchant à s'appropriier la première intifada. Ils témoignent avant tout de la politique criminelle d'Israël qui, avec les accords d'Oslo, organise la séparation en deux du peuple palestinien, pour mieux le contrôler et le priver de tout. Dans un dernier chapitre rédigé cinq ans plus tard, l'auteure raconte comment cette politique débouche sur la deuxième intifada en 2000, et des bombardements massifs sur la population civile. « *C'est un épilogue qui n'a pas de fin* » écrit-elle.

F.M.

F.M.Editions La Fabrique 23 €



# Au programme

14h Ouverture de la fête

18h30 **Allocution politique**

19h Apéro et repas fraternel

## Débats

Face au gouvernement ultra-réactionnaire, à l'extrême-droite, à l'offensive patronale, quelles réponses du monde du travail et de la jeunesse ?

Catastrophes écologiques, humanitaires, guerres, en finir avec le capitalisme, c'est nécessaire et possible

Françafrique au Sahel : des guerres contre les peuples au nom de la lutte contre le terrorisme (avec *Dragoss Ouedraogo du Mouvement burkinabé pour les droits de l'homme et des peuples*)

L'Intelligence Artificielle... Derrière le buzz et la mainmise du capital, quelle réalité, quels dangers, quels progrès en perspective ?

## Expositions

Sur la montée de l'extrême-droite

Sur la guerre

Drame des migrants, solidarité internationaliste

Femmes, Vie, Liberté

Présentations du livre *Journal de Taule*, par Christophe de La Condamine et de la brochure *Octobre 2023-juillet 2024, 10 mois d'éducide en Palestine*, par Education avec Gaza

## 21h concert de Cadijo chansons blues



**FÊTE du NPA  
RÉVOLUTIONNAIRE  
SAMEDI 26 OCTOBRE  
À CENON**

**EN FINIR AVEC LE CAPITALISME  
LUTTONS POUR  
CHANGER LE MONDE**

**DEBATS  
SPECTACLES  
EXPOSITIONS  
RESTAURATION**

**Salle Victor Hugo  
88 cours Victor Hugo  
33150 Cenon**

**De 14h à 22h**

**DEBATS  
SPECTACLES  
EXPOSITIONS  
RESTAURATION**

**npa.revo.33  
www.npa33.org**

## Et pendant toute la fête

Librairie, Bouquinerie, Buvette, Restauration, Jeux...

Tarifs : entrée 5 € - repas : 10 € (7 € pour chômeurs et précaires, 5 € jusqu'à 12 ans)

Contact et réservations : 07 83 64 43 49  
contact@npa-r-33.org

Salle Victor Hugo - Château du diable  
88 cours Victor Hugo - Cenon

Lisez **REVOLUTIONNAIRES**  
le journal du NPA Révolutionnaires

